

LE CHOIX DE LA VIE

ENQUÊTE Un an avant la présidentielle, pactes et appels citoyens se multiplient. Une réponse à l'atonie des partis politiques ?

L'AN 2011

Le temps des pactes

■ « Ce n'est pas malin de vouloir imposer des contraintes aux entreprises : ça les poussera juste à s'installer ailleurs. – Il y a quand même des clivages minimaux à assumer, par exemple le refus de licencier quand on fait des bénéfices ! » Ce vif dialogue ne se déroule pas au siège du Parti socialiste, mais dans le sous-sol d'un immeuble du XIII^e arrondissement de Paris où sont hébergées les associations Démocratie et Spiritualité, la Vie nouvelle et Poursuivre. Depuis deux ans, ce type de réunions se multiplie pour accoucher d'un pacte civique, qui sera soumis aux politiques et aux citoyens avant 2012. Pacte civique, mais aussi pacte pour les droits et la citoyenneté, états généraux de l'économie sociale et solidaire, charte de la qualité démocratique... Autant d'initiatives qui traduisent la mobilisation de la société civile, entrée en campagne avant même les politiques.

Les raisons de cette substitution ?

« Nous sommes le seul pays d'Europe à élire directement un président qui gouverne. Et ce présidentielisme réduit tout à des enjeux de personne », explique Jean-Pierre Dubois, volubile président de la Ligue des droits de l'homme (LDH). Et le résultat est systématique : « Six mois d'état de grâce, suivis de quarante ans et demi de gueule de bois. » Parce qu'il refuse cette « désagrégation de la démocratie », Jean-Pierre Dubois a

La Vie aussi

■ Cinq ans après avoir monté une plate-forme associative pour le service civique, qui a inspiré les initiateurs du pacte civique, La Vie poursuivra en 2011 son implication citoyenne en suivant régulièrement l'opération « Pas de solitude dans une France fraternelle », pilotée par la Société de Saint-Vincent-de-Paul. Nous y reviendrons dans notre prochain numéro.

convaincu son organisation de proposer à d'autres un pacte pour les droits et la citoyenneté. Une cinquantaine d'associations et syndicats sont engagés dans la démarche, de la CGT à la Cimade en passant par Attac ou Droit au logement. Des organisations plutôt classées à gauche et qui se retrouvent dans ce constat : « Nos droits, nos libertés sont attaqués, fragilisés, remis en cause. » Des dénonciations qui visent surtout Nicolas Sarkozy ? « Beaucoup de critiques concernent son action, admet Jean-Pierre Dubois. Mais le mal est plus profond : la dérive sécuritaire, par exemple, a commencé dès les années 1980. » Ouvert en novembre, un site internet recueille les propositions sur cinq thèmes : démocratie, droits sociaux, discriminations-étrangers, justice-police, libertés et vie privée (www.pactecitoyen.org). « Pendant la campagne, nous allons interpeller les

forces politiques, sauf l'extrême droite, sur ces propositions », annonce le président de la LDH. L'enjeu ? « Faire entendre la voix de la société civile pour bâtir des réponses en phase avec l'intérêt général. » Car, pour Jean-Pierre Dubois, les choses sont claires : « Ce ne sont pas les citoyens qui s'éloignent de la politique, c'est la politique qui s'éloigne des citoyens. »

Au CCFD-Terre solidaire, on fait à peu près le même constat. Pour Bernard Pinaud, son délégué général, le changement majeur intervenu depuis la précédente présidentielle, c'est la crise financière de 2008. Et son corollaire : « La prise de conscience que ce système ne peut pas continuer comme ça. » Face à un tel enjeu, lui aussi constate le manque de propositions des politiques, « incapables de penser au-delà de cinq ans », même si les élus de terrain montrent plus d'audace : « Des conseils régionaux nous demandent de préparer leur décision sur les paradis fiscaux. » Car ce sont aujourd'hui les acteurs de la société civile qui sont capables de porter des propositions politiques novatrices, « avec un niveau d'expertise qu'on n'aurait pas imaginé voilà dix ans », souligne Bernard Pinaud.

Parcours différent, mais diagnostic voisin chez Claude Alphandéry. « Malgré les promesses de régulations, rien n'a changé depuis 2008 et le "business

Impossible de sortir de ce modèle qui a fait faillite si la société civile ne prend pas le pouvoir...

as usual" revient au galop », constate cet ancien résistant, ex-banquier, et toujours, à 88 ans, infatigable militant d'une économie différente. Pour lui, impossible de sortir de ce modèle qui a fait faillite si la société civile ne prend pas le pouvoir. « Ni Turgot ni Necker n'ont mis à bas les privilèges, c'est le peuple mis en mouvement par la préparation des États généraux qui a changé le cours des choses. » D'où son idée de lancer des états généraux de l'économie sociale et solidaire. Retour à 1789? Oui, à ceci près que les cahiers de doléances sont remplacés par des « cahiers d'espérances ». Il s'agit de rénover ce secteur que le philosophe Patrick Viveret qualifie de « géant économique et nain politique ». Géant économique, puisque l'ensemble des mutuelles, coopératives et associations fait travailler près de 3 millions de salariés, 10 % de l'emploi en France.

Mais nain politique, puisque ses divisions et son manque d'audace l'empêchent de peser dans le débat public. Rendez-vous du 17 au 19 juin au palais Brongniart, à Paris, pour ces états généraux, peut-être suivis, annonce Claude Alphandéry, « d'un manifeste, de pétitions, voire d'un référendum d'initiative populaire ».

Faire entendre la parole de la société civile : c'est aussi avec cet objectif que Daniel Le Scornet, ancien président de la Fédération des mutuelles de France, a choisi de se lancer dans la course aux primaires socialistes. Étonnant de la part de l'auteur d'un livre intitulé *le Politique, fin de règne?* « J'ai voulu saisir l'occasion d'une primaire ouverte vers les citoyens pour proposer une nouvelle articulation des pouvoirs », explique celui qui a engagé la Fraternelle, son laboratoire de recherches, dans le pacte civique.

« Pacte ». Le mot n'a rien d'innocent et évoque l'initiative de Nicolas Hulot. Lancé en novembre 2006, le pacte écologique eut un impact considérable sur la campagne présidentielle. « Supérieur à ce que nous espérions », reconnaît Cécile Ostria, directrice générale de la fondation Nicolas-Hulot, qui rappelle qu'il fut précédé en mai 2005 du défi pour la Terre. « En un an, 500 000 signataires s'étaient engagés sur des gestes simples pour sauver la planète. Nicolas Hulot s'en est servi pour dire aux politiques qu'ils ne pouvaient plus prétendre que les Français n'étaient pas prêts. » La suite, on la connaît : la menace de l'animateur télé de se présenter à la présidentielle, sa décision de ne pas y aller, les 700 000 Français qui signent le pacte, et tous les postulants à l'Élysée qui, de Nicolas Sarkozy à Ségolène Royal et François Bayrou, viennent à un « grand oral » pour signer leurs engagements, dont celui d'un Grenelle de l'environnement.

Articuler engagements personnels et interpellation du politique. Ce fut la clé du succès du pacte écologique, c'est celle que voudraient rejouer les fondateurs du pacte civique. « Nous assumons la référence », reconnaît Jean-Baptiste de Foucauld, son principal instigateur. Cet inspecteur des Finances, tout imprégné des valeurs du christianisme social, a ajouté aux comportements individuels et aux revendications politiques un troisième niveau : « Celui des changements à opérer dans nos organisations, trop marquées par la compétition et le court terme. » En 2009, une quinzaine d'organisations (dont ATD-quart-monde ou la Fonda) et de personnalités (comme le philosophe Patrick Viveret, le sociologue Alain Caillé et le président de France bénévolat, Jean Bastide) ont adopté une plate-forme commune, intitulée *Face à la crise, penser, vivre, agir autrement en démocratie*. Depuis, l'essentiel du travail porte sur la rédaction des engagements du futur pacte. Dans la version actuelle, on trouve ainsi, côté engagements personnels : « J'adapte mes consommations et acquisitions en fonction de mes besoins essentiels, du souci d'autrui et de l'avenir de notre planète. » Pour ceux concernant les entreprises : « Je

LES RÉSEAUX DE PATRICK VIVERET

■ Le point commun à toutes ces initiatives ? On y retrouve le nom de Patrick Viveret. Souvent en avance d'un temps, parfois marginalisé, ce philosophe atypique voit aujourd'hui ses idées reprises par une part du monde associatif, et même quelques politiques. Auteur en 2002 d'un rapport critique sur les indicateurs de richesse, il a vu Nicolas Sarkozy confier six ans plus tard une mission sur ce thème au Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz. Et Philippe Meirieu, en devenant président d'Europe-Écologie-les Verts, a fait

référence à ses méthodes pour pacifier le nouveau parti. Investi dans le pacte civique comme dans celui pour les droits et la citoyenneté, qu'il juge « complémentaires et non concurrents » (Jean-Pierre Dubois, instigateur du second, n'a-t-il pas souscrit personnellement au premier ?), Patrick Viveret ajoute sa touche personnelle avec une « charte de la qualité démocratique », fondée sur deux leviers : « Des méthodes de construction des désaccords pour améliorer la qualité des débats, et des méthodes de désignation des

candidats pour éviter que l'autoproclamation soit la seule porte d'entrée dans les processus électifs. » Il s'investit aussi dans le « parcours civique » proposé par Libération et *Le Nouvel Observateur* aux « états généraux du renouveau », du 28 au 30 janvier 2011 à Grenoble. Car il appelle de ses vœux « une triple alliance entre une société civile qui doit sortir de sa fragmentation, une société politique qui doit changer son rapport au pouvoir, et une société médiatique qui doit abandonner sa posture désabusée-sceptique ». ●

propose de réduire l'échelle des revenus. » Ou, au niveau des politiques : « Supprimer les paradis fiscaux. » Tout cela n'est que provisoire. Mi-février, ces engagements seront prêts sous une forme quasi définitive. Les 14 et 15 mai prochains, un colloque lancera officiellement le pacte civique, alors soumis à l'adhésion des citoyens. Et début 2012, une version simplifiée sera proposée à la signature des candidats.

Peut-on reproduire le processus à l'identique, avec le même succès ? Autre proche de Nicolas Hulot, le philosophe Dominique Bourg n'y croit pas : *« Nicolas est une locomotive médiatique, qui a su jouer du chantage sur sa candidature. Si on retire certains ingrédients, le cocktail ne produira pas les mêmes effets. »* S'il se réjouit que la *« société civile prenne la parole alors que les politiques montrent leur impuissance totale face à la finance mondialisée »*, il craint que *« ces appels restent marginaux »*.

« Il faut des initiatives plus concrètes, plus ambitieuses, plus tournées vers le grand public », renchérit François Soulage. Le président du Secours catholique, qui refuse que le monde associatif tourne en rond, estime que, pour faire bouger les politiques, il faut *« partir de situations concrètes... J'étais à Rennes pour faire signer un texte sur l'hébergement des demandeurs d'asile : en quelques heures, nous avons recueilli plus de 1000 signatures ! »* Le Secours catholique va saisir l'occasion de la campagne 2012 pour *« créer une coalition sur les questions de solidarité. Nous allons nous appuyer sur le fait que 2011 est à la fois l'Année européenne du bénévolat et celle de la grande cause nationale contre la solitude »*, annonce son président.

Des initiatives multiples, mais encore fragmentées et peu lisibles.

Jean-Baptiste de Foucauld admet le *« déficit de notoriété »* dont souffre sa démarche. Mais, sur le fond, il se dit persuadé de *« répondre à l'attente d'un changement en profondeur. Nous sommes face à une crise systémique, qui impose de rebâtir le contrat social sur les valeurs de créativité, de sobriété, de justice et de fraternité. Et le politique n'y parviendra pas tout seul »*. ●

TEXTE : PHILIPPE MERLANT

ILLUSTRATION : KILLOFFER POUR LA VIE